

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 40.272/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 12 avril 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux conditions de formation auxquelles doivent répondre le personnel dirigeant et d'exécution des services de sécurité des sociétés publiques de transports en commun", a donné le 8 mai 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Le projet d'arrêté trouve en bonne partie son fondement légal dans l'article 1^{er}, § 11, alinéa 4, de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière.

Cette disposition législative donne au Roi le pouvoir de déroger, notamment, à l'article 6, alinéa 1^{er}, 5°, de la même loi.

L'habilitation ainsi conférée au Roi a trait uniquement aux conditions de formation auxquelles doivent répondre les agents de sécurité, et non pas aux conditions d'examen médical et psychotechnique, également visées par l'article 6, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi du 10 avril 1990, précitée.

En ce qui concerne les conditions d'examen médical et psychotechnique, il résulte de l'article 1^{er}, § 11, alinéa 3, de la loi du 10 avril 1990, précitée, que les agents de sécurité sont soumis aux obligations générales fixées par le Roi pour les agents de gardiennage relevant des services internes de gardiennage en vertu de l'article 6, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi ^{1 2}.

(1) Voir l'article 7 de l'arrêté royal du 30 décembre 1999 relatif aux conditions de formation et d'expérience professionnelles, aux conditions d'examens médical et psychotechnique pour l'exercice d'une fonction de dirigeant ou d'exécution au sein d'une entreprise de gardiennage ou d'un service interne de gardiennage et relatif à l'agrément des formations.

(2) Voir également en ce sens l'avis de la section de législation du Conseil d'État 38.601/2, donné le 27 juin 2005, sur le projet devenu l'arrêté royal du 26 septembre 2005 relatif aux modalités en matière d'octroi, de durée de validité, de refus et de destruction de la carte d'identification et à la procédure en matière d'enquêtes sur les conditions de sécurité.

En conséquence, les dispositions du projet d'arrêté qui prévoient et organisent la délivrance d'une "attestation examen psychotechnique" propre aux agents de sécurité sont dépourvues de fondement légal.

Le projet d'arrêté doit être revu pour tenir compte de cette observation.

2. Comme l'a confirmé la déléguée du ministre, l'"attestation générale de compétence agent de gardiennage" dont il est fait mention à l'article 3, 2°, et que règle l'article 7, n'est pas autre chose que l'attestation générale de compétence délivrée à celui qui a terminé avec fruit la formation prévue à l'article 12 de l'arrêté royal du 30 décembre 1999 relatif aux conditions de formation et d'expérience professionnelles, aux conditions d'examens médical et psychotechnique pour l'exercice d'une fonction de dirigeant ou d'exécution au sein d'une entreprise de gardiennage ou d'un service interne de gardiennage et relatif à l'agrément des formations.

Le projet d'arrêté gagnerait à être revu pour mieux le faire apparaître.

Observations particulières

Préambule

Le projet d'arrêté trouve son fondement légal, non seulement dans l'article 1^{er}, § 11, alinéa 4, de la loi du 10 avril 1990, précitée, mais aussi, pour partie, dans l'article 4, § 3, de cette loi.

L'alinéa 1^{er} du préambule doit être revu en conséquence.

Dispositif

Article 1^{er}

Le 4° tend à donner une définition de "l'agent de sécurité".

Il ne peut être perdu de vue que cette notion est déjà définie par l'article 1^{er}, § 11, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1990, précitée.

Comme l'a confirmé la déléguée du ministre, la définition en projet n'a pas d'autre objet que de rappeler, en substance, la définition donnée par le législateur. Au demeurant, le Roi ne pourrait s'écarter de celle-ci.

Aussi mieux vaut-il omettre le 4° en projet.

Article 9

Selon la disposition en projet, l'attestation de recyclage est délivrée à celui qui a suivi "avec fruit" la formation dont cette disposition fixe le contenu.

Or, le projet d'arrêté, en particulier l'article 11, qui est relatif aux examens, semble ne pas envisager l'organisation d'examens dans le cas d'une formation visée à l'article 9.

La déléguée du ministre a confirmé que l'intention des auteurs du texte était de ne pas prévoir d'examens en pareille hypothèse.

Aussi, de l'accord de la déléguée, il convient, à l'article 9, d'omettre les mots "avec fruit".

Article 11

À l'alinéa 1^{er}, tant le 2° que le 3° renvoient à l'article 8, 3°.

Il résulte des explications de la déléguée du ministre que c'est par erreur que le 3° renvoie à l'article 8, 3°.

Le texte doit être revu sur ce point.

Article 12

Le pouvoir que l'alinéa 1^{er} donne au ministre de l'intérieur de fixer les modalités des tests, formations et examens, ainsi que les procédures à suivre pour l'organisation de ceux-ci, est excessivement large.

Il appartient au Roi de fixer lui-même, à tout le moins, les règles essentielles en la matière ³.

Le texte doit être revu en conséquence.

Article 14

Si rien ne s'oppose à l'abrogation du chapitre I^{er} de l'arrêté ministériel du 14 septembre 2004 relatif au service de sécurité des chemins de fer, encore conviendrait-il que le Roi fasse aussi expressément disparaître de l'ordonnancement juridique la disposition qui, à l'article 2 de l'arrêté royal du 26 juin 2002 relatif à la détention et au port d'armes par les services de l'autorité ou de la force publique, a donné au ministre le pouvoir de prendre les dispositions figurant dans ledit chapitre ⁴.

(3) Notamment les critères de réussite.

(4) De manière plus générale, sur la nécessité de déterminer expressément le sort à réserver à l'arrêté royal du 26 juin 2002 et à l'arrêté ministériel du 14 septembre 2004, voir l'avis de la section de législation du Conseil d'État 39.791/2, donné le 20 février 2006, sur un projet d'arrêté royal "réglementant le modèle, le contenu, la manière de porter et l'utilisation d'aérosols et menottes par les membres des services de sécurité des sociétés de transport publics".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.272/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 12 april 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de opleidingsvoorwaarden waaraan het leidinggevend en uitvoerend personeel van de veiligheidsdiensten van de openbare vervoersmaatschappijen moet voldoen", heeft op 8 mei 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Het ontwerpbesluit ontleent zijn rechtsgrond grotendeels aan artikel 1, § 11, vierde lid, van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

Die wetsbepaling biedt de Koning de bevoegdheid om, onder meer, af te wijken van artikel 6, eerste lid, 5°, van die wet.

De machtiging die aldus aan de Koning wordt verleend, heeft alleen betrekking op de voorwaarden inzake opleiding en vorming waaraan veiligheidsagenten moeten voldoen en niet op de voorwaarden inzake medisch en psychotechnisch onderzoek waarnaar ook wordt verwezen in artikel 6, eerste lid, 5°, van de voormelde wet van 10 april 1990.

Wat de voorwaarden inzake medisch en psychotechnisch onderzoek betreft, volgt uit artikel 1, § 11, derde lid, van de voormelde wet van 10 april 1990 dat veiligheidsagenten de algemene verplichtingen moeten nakomen die door de Koning worden vastgesteld voor bewakingsagenten die onder de interne bewakingsdiensten vallen, krachtens artikel 6, eerste lid, 5°, van de wet ^{1 2}.

(1) Zie artikel 7 van het koninklijk besluit van 30 december 1999 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring, de vereisten inzake medisch en psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of een uitvoerende functie in een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen.

(2) Zie ook in die zin advies 38.601/2 dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 27 juni 2005 heeft gegeven over het ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 26 september 2005 betreffende de modaliteiten voor de toekenning, de geldigheidsduur, de weigering en de vernietiging van de identificatiekaart en de procedure inzake de onderzoeken naar de veiligheidsvoorwaarden.

Dientengevolge hebben de bepalingen van het ontwerpbesluit waarbij de afgifte van een specifiek voor veiligheidsagenten bedoeld "attest psychotechnisch onderzoek" wordt voorgeschreven en georganiseerd, geen rechtsgrond.

Het ontwerpbesluit moet op basis van die opmerking worden herzien.

2. Zoals de gemachtigde van de minister heeft bevestigd, is het "algemeen bekwaamheidsattest bewakingsagent", dat in artikel 3, 2°, wordt vermeld en in artikel 7 wordt geregeld, niets anders dan het algemeen bekwaamheidsattest dat wordt afgegeven aan degenen die de opleiding genoemd in artikel 12 van het koninklijk besluit van 30 december 1999 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en ervaring, de vereisten inzake medisch en psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of een uitvoerende functie in een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen, met goed gevolg hebben voltooid.

Het ontwerpbesluit dient zo te worden herzien dat zulks beter tot uiting komt.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Het ontwerpbesluit ontleent niet alleen rechtsgrond aan artikel 1, § 11, vierde lid, van de voormelde wet van 10 april 1990, maar ook, gedeeltelijk, aan artikel 4, § 3, van die wet.

Het eerste lid van de aanhef moet dienovereenkomstig worden herzien.

Dispositief

Artikel 1

Onderdeel 4° strekt ertoe het begrip "veiligheidsagent" te definiëren.

Men mag niet uit het oog verliezen dat dit begrip al gedefinieerd wordt in artikel 1, § 11, tweede lid, van de voormelde wet van 10 april 1990.

Zoals de gemachtigde van de minister heeft bevestigd, heeft de ontworpen definitie eigenlijk alleen tot doel aan de door de wetgever gegeven definitie te herinneren. De Koning kan overigens niet van die definitie afwijken.

Het is dan ook beter dat het ontworpen onderdeel 4° vervalst.

Artikel 9

Volgens de ontworpen bepaling wordt het bijscholingsattest afgegeven aan degenen die de opleiding waarvan de inhoud in die bepaling wordt vastgelegd, "met goed gevolg" hebben gevolgd.

In het ontwerpbesluit, inzonderheid in artikel 11 ervan, dat betrekking heeft op de examens, lijkt echter niet te worden gedacht aan de organisatie van examens in het geval van een opleiding als genoemd in artikel 9.

De gemachtigde van de minister heeft bevestigd dat het de bedoeling van de stellers van de tekst is om in dat geval geen examens te organiseren.

Bijgevolg moeten de woorden "met goed gevolg" in artikel 9 vervallen. De gemachtigde is het daarmee eens.

Artikel 11

Zowel in 2° als in 3° van het eerste lid wordt verwezen naar artikel 8, 3°.

Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister blijkt dat in 3° bij vergissing naar artikel 8, 3°, wordt verwezen.

De tekst moet op dat punt worden herzien.

Artikel 12

De bevoegdheid die in het eerste lid aan de Minister van Binnenlandse Zaken verleend wordt om de nadere regels voor de tests, opleidingen en examens te bepalen en de procedures die voor de organisatie ervan moeten worden gevolgd, vast te leggen is te ruim.

Het is zaak van de Koning zelf, op zijn minst de essentiële regels in dezen te bepalen ³.

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 14

Niets belet weliswaar de opheffing van hoofdstuk I van het ministerieel besluit van 14 september 2004 betreffende de veiligheidsdienst van de spoorwegen, maar de Koning moet ook de bepaling in artikel 2 van het koninklijk besluit van 26 juni 2002 betreffende het voorhanden hebben en het dragen van wapens door de diensten van het openbaar gezag of van de openbare macht, waarbij de minister de bevoegdheid krijgt om de in dat hoofdstuk vervatte bepalingen uit te vaardigen, uitdrukkelijk uit de rechtsordening laten verdwijnen ⁴.

(3) In het bijzonder de slaagcriteria.

(4) Meer in het algemeen, omtrent de noodzaak om uitdrukkelijk te bepalen wat er moet geschieden met het koninklijk besluit van 26 juni 2002 en het ministerieel besluit van 14 september 2004 : zie advies 39.791/2 dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 20 februari 2006 heeft gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van het model, de inhoud, de wijze van dragen en het gebruik van spuitbussen en handboeien door de leden van de veiligheidsdiensten van de openbare vervoersmaatschappijen".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS